

**La question linguistique
et l'État postcolonial**

© Le Scribe l'Harmattan
ISBN : 978-2-343-14325-5
EAN : 9782343143255

Mohamed Ould Abdalhaye

**La question linguistique
et l'État postcolonial**

L'exemple mauritanien

Traduit de l'arabe par
Bedi Almoravid

Le Scribe L'Harmattan

Le Scribe cosmopolite – Essai
Collection dirigée par Osama Khalil

Introduction

Comme les linguistes aiment souvent le rappeler, toutes les langues se valent et chacune d'entre elles est constitutive de l'être profond de ses locuteurs. En tant que facultés génériques, les compétences langagières sont sans doute au cœur des ressorts psychologiques, sociologiques et politiques des différentes catégories et couches sociales.

Un des piliers fondamentaux de tout projet de développement politique, social ou économique, l'outil linguistique est aussi, et à ce même titre, au cœur des dispositifs dont se dotent d'ordinaire toutes les politiques de domination, d'exclusion et de mainmise monopolistique.

On comprend alors que cette ambivalence est source de grande sensibilité de la part de tous à l'endroit de la question linguistique et on comprend concomitamment que, sans que cette question soit convenablement et sérieusement prise en compte par les pouvoirs publics, elle continuera de faire le bonheur de surenchères irresponsables et de visions partiales.

Quatre éléments saillants font ou refont surface dans le débat actuel sur la question linguistique en Mauritanie¹ :

1°/ Le premier est celui du statut de la langue arabe par rapport aux autres langues nationales. Les locuteurs maternels

de l'arabe, en l'occurrence de l'arabe ḥassānīd (en tant qu'il s'agit d'une des différentes variantes vernaculaires dont dispose la langue arabe normative), bénéficient à ce titre d'une langue si profusément étudiée et analysée depuis des siècles et qui de surcroît est une langue internationale dont l'assise géostratégique immédiate comprend plus de vingt États.

Ainsi, les locuteurs maternels des autres langues nationales se sentent-ils désavantagés dans la mesure où celles-ci n'ont pas encore suffisamment bénéficié d'un développement comparable à l'échelle globale.

Cet état de fait est, en conséquence, à l'origine d'un sentiment d'iniquité et d'un malaise chronique qui ne pourront être dissipés sans que des garanties convaincantes soient fournies.

Ceci est d'autant plus le cas que ces langues sont, il va sans dire, dépositaires du patrimoine culturel et de l'apport créatif de leurs locuteurs et qu'elles leur assurent concurremment une continuité historique et géographique essentielle. Que les langues n'aient pas la même histoire ne peut servir de prétexte pour ne pas traiter les citoyens sur un même pied d'égalité.

2°/ Le second aspect est que la langue arabe est la langue officielle de l'État. Elle est donc censée être l'outil de toute communication officielle. Elle tient en effet une place prépondérante dans les institutions éducatives et dans les médias. Néanmoins, le français demeure de fait la langue administrative et plus particulièrement celle des secteurs économique et financier. Ainsi, quoique langue étrangère pour

tous les Mauritaniens, le français reste-t-il la langue de travail et conserve le statut dit de *prestige language*. Celui qui ne peut faire valoir une certaine maîtrise du français ne parviendra que difficilement à des postes de premier plan au sein de l'État.

Il ne pourra même que fort difficilement obtenir un travail subalterne.

3°/ Le souci principal des parents d'élèves, lorsqu'ils sont confrontés à la question du choix de la langue éducative, n'est pas seulement celui des considérations liées à leur langue maternelle. Leur choix est en grande partie dicté par la volonté d'assurer à leurs enfants des métiers de premier plan dans les deux secteurs, public et privé. Or, pour le moment, la langue française prédomine dans ces deux secteurs aussi bien en Afrique du Nord qu'en Afrique de l'Ouest.

4°/ Dans la plupart des cas, les faits avérés montrent que, compte tenu notamment des éléments précédents (3°), les hauts cadres de l'État tiennent à ce que leurs enfants reçoivent leur éducation dans des écoles françaises ou francophones. L'attitude des arabophones natifs et des non-arabophones parmi les « élites » de l'État s'avère en général identique à cet égard. La différence entre les uns et les autres se situe ailleurs. Les premiers, étant donné que l'arabe est leur langue maternelle, ne peuvent assumer à visage découvert des positions opposées à cette langue par crainte des réactions de leurs propres milieux sociaux.

Aussi préfèrent-ils d'ordinaire ne pas prendre parti dans le débat public sur la question linguistique. Ce n'est en général pas le cas de leurs confrères dont l'arabe n'est pas la langue maternelle. N'étant pas confrontés aux mêmes contraintes sociales, ces derniers parviennent sans détour à assumer leur position.

À leurs yeux, la langue arabe ne permet pas d'assurer à leurs enfants l'avenir socioprofessionnel escompté. Celle-ci n'étant pas leur langue maternelle, qui plus est délaissée par les élites dont elle est la langue maternelle, ils se sentent délivrés de tout sentiment de culpabilité à son égard. Ce n'est pas pour autant qu'ils ne la revendiquent pas sur d'autres plans (en tant que leur langue liturgique, la langue savante de tant d'érudits de leur communauté d'origine – ceux-ci n'ont eu, en effet, de cesse de l'apprendre et de l'enseigner, comme ils l'ont propagée et continuent de le faire).

C'est dans les éléments que nous venons d'énumérer brièvement que se déclinent, nous semble-t-il, les principaux termes de la problématique sous-tendant le débat fracassant ayant secoué la Mauritanie au cours de l'année 2010. Il s'agit du débat que l'on avait appelé dans les décennies précédentes « la question de la langue arabe ». Qu'il ait été par la suite inscrit dans la Constitution que l'arabe est la langue officielle de l'État, cela n'a constitué pour l'instant qu'une solution juridique abstraite. La question linguistique reste entièrement posée sur le

plan des faits concrets. Néanmoins, à l'instar d'autres dossiers d'importance, elle a été plus ou moins escamotée par la crise politico-sociale de ces dernières vingt années. Maintenant que cette crise commence à baisser d'intensité, la problématique linguistique refait surface notamment en raison des perspectives de l'organisation des journées de concertation nationales ayant pour objet l'élaboration d'une nouvelle politique de l'éducation dans le pays.

Dans ce qui suit, nous posons la question linguistique en Mauritanie de la façon qui nous semble la plus impartiale possible. Nous laissons au lecteur averti le soin de chercher des solutions. Certes, nous proposerons quelques pistes de solution (dans le texte comme dans les notes de bas de page), mais nous admettons *de facto* que la question est complexe et qu'il n'y a pas de solutions toutes prêtes.

S'opposer à la promotion de la langue arabe ou à celle d'autres langues nationales relève d'une attitude inconséquente et puérile. S'opposer aux langues étrangères, et particulièrement au français, dont le rôle est encore important en Mauritanie, est une attitude irréaliste, voire absurde.

Œuvrer pour qu'une langue étrangère soit substituée à une langue nationale est également un acte peu réaliste, dont le seul résultat possible est celui de dilapider les énergies des générations montantes et de les détourner de leur tâche essentielle : le développement humain.

La question de la langue arabe

La langue arabe est entrée dans l'histoire comme langue de culture principalement par le biais de l'Islam. C'est celui-ci qui l'a développée et l'a consacrée en raison du statut liturgique spécifique de cette langue en tant que médium de la révélation coranique et du corpus prophétique. L'empire musulman en a naturellement fait sa langue administrative, le support de sa production intellectuelle et artistique aussi bien que l'outil de communication de ses élites dirigeantes. Nécessaire pour exercer toute haute fonction au sein de l'empire et de ses diverses ramifications plus ou moins autonomes, la langue arabe s'est ainsi substituée aux deux grandes langues qui se disputaient jusque-là le Proche et le Moyen-Orient antiques : le grec et l'araméo-syriaque. Elle s'est aussi substituée petit à petit au perse. Le processus de propagation de la langue arabe fut cependant graduel, le perse et le grec ayant même servi au début de l'empire musulman de langue cadastrale dans les régions où elles avaient prédominé.

Lorsque, dans les régions restées arabophones du monde musulman, des États postcoloniaux ont vu le jour, la langue arabe, au travers de ses variantes parlées et de son corpus savant, apparaissait encore dans chacun de ces États comme la langue millénaire de la majorité de la population, aussi bien

sur le plan de la culture que sur celui de la communication. Comment fallait-il tenir compte de cet état de fait ?

Plusieurs considérations ont été alors soulignées pour plaider en faveur de l'adoption de l'arabe comme langue officielle au détriment de la langue héritée du colonisateur.

Rappelons-en les plus significatives :

1. La vocation fondamentale de l'indépendance est celle de permettre l'affranchissement du joug de la domination. Et l'histoire enseigne que la langue a de tout temps été le plus décisif des instruments de domination après celui de l'occupation militaire.
2. Le développement humain, clef de voûte de tout développement, repose sur une éducation moderne à même de promouvoir l'esprit de créativité et d'innovation. Il va sans dire que la promotion de cet esprit dépend généralement, pour les membres de chaque société, de la promotion de leur langue maternelle.
3. Les États modernes sont le plus souvent, en raison précisément des deux considérations précédentes, jaloux de leur indépendance linguistique. Même l'inexistence de langue écrite dans l'héritage propre de nombreux États dans le monde ne les a pas empêchés d'œuvrer à disposer d'une langue unificatrice qui leur soit propre pour s'émanciper de la dépendance linguistique à l'égard d'autres pays, quand

bien même il s'agirait de pays amis. Aussi l'objectif est-il toujours celui de protéger l'indépendance intellectuelle et l'esprit créatif des citoyens d'un État donné (les dédales de la bipolarité linguistique et la subordination à une langue étrangère sont considérés comme néfastes pour toute créativité ou productivité intellectuelles). Les exemples de la Norvège,² d'Israël³ et de Madagascar⁴ sont parmi les plus édifiants en la matière.

Or, dans les pays musulmans dits arabes ou arabophones (c'est-à-dire ceux des pays musulmans dont la population est formée majoritairement de locuteurs de telle ou telle variante vernaculaire de l'arabe), la culture islamique est diffusée dans et par la langue arabe. Leur histoire est liée à cette langue si importante pour la continuité mémorielle de leurs populations. Il est donc, pense-t-on, logique, dans cet ordre d'idées, qu'elle demeure la langue officielle de ces pays.

Plusieurs raisons sont alors invoquées :

1. La langue arabe est une langue suffisamment développée pour relever les défis modernes. Il s'agit d'une langue à la fois savante et vivante⁵.
2. Elle a demeuré des siècles durant (du VIII^e au XIII^e) l'unique *prestige language*⁶ dans le monde.
3. Elle est restée la seule langue de la communication savante dans toutes les régions islamiques avant

de connaître sa période de repli (du XIII^e au XIX^e). C'est encore une langue assez présente et influente à l'échelle internationale.

4. Elle a toujours bénéficié et bénéficie encore d'un statut privilégié auprès de tous les adeptes de la religion musulmane.
5. C'est la principale langue liturgique d'un bon nombre d'Églises chrétiennes dans le monde arabe.
6. Elle a été la langue d'une partie majeure du corpus religieux et philosophique juif durant les époques médiévales.
7. Elle a exercé son influence sur de nombreuses langues anciennes et modernes. De même qu'elle a joué en Afrique et dans une bonne partie de l'Asie⁷ un rôle historique largement analogue à celui que le latin a joué en Europe occidentale (transmission des caractères écrits, formation du vocabulaire savant des langues locales, unification des élites, etc.).
8. C'est la langue du Texte coranique dont procède l'essence spirituelle de chaque musulman, abstraction faite de toutes les particularités géo-historiques (les États ayant adopté la langue arabe comme langue officielle sont bien entendu formés majoritairement de musulmans).
9. Elle constitue le lien sociopolitique de plus de ving-

tÉtats dans un monde où il n'y a plus de place que pour les grands blocs géostratégiques. Ainsi est-elle une des six langues de travail internationales.

10. Elle a connu durant les deux derniers siècles (XIX^e et XX^e) un développement de la production littéraire qui a presque surpassé ce qu'elle a connu durant sa longue histoire.
11. Elle n'est pas seulement la langue officielle des États de la Ligue Arabe, elle est également langue officielle dans un certain nombre d'autres pays limitrophes⁸.
12. Elle est enseignée de façon officielle ou para-officielle dans tous les autres pays musulmans.
13. Elle bénéficie d'une présence non négligeable dans les pays africains et asiatiques limitrophes des pays arabes⁹.
14. C'est la seule langue vivante qui ait à son actif plus de quatorze siècles en tant que langue savante et qui est simultanément une langue vivante (utilisée encore comme langue de travail et de communication), en ce sens que ses locuteurs parviennent à comprendre ses plus anciens textes sans grande difficulté et sans formation spécifique.
15. Elle occupe une position de premier plan dans la classification des langues internationales au vu des

six critères par lesquels se mesure la puissance d'une langue¹⁰.

16. Elle fait partie des six langues reconnues comme langue de travail de la plus haute instance internationale : l'ONU. Et c'est de la même manière qu'elle est la langue de plusieurs organismes internationaux¹¹.
17. Elle occupe la deuxième position parmi les onze langues les plus parlées au monde¹².
18. Au sein de ces dernières, elle fait partie des huit langues qui tendent à se partager le globe et dont chacune possède une assise géographique solide¹³.
19. Elle fait partie des six langues internationales dont les populations locutrices se distinguent par une des expansions démographiques les plus élevées¹⁴.
20. Toutes ces considérations sont suffisantes pour que chacun des États où la population est majoritairement arabophone procède à l'officialisation de la langue arabe, qui doit l'emporter ainsi sur la langue de l'ex-puissance étrangère.

Néanmoins, d'autres éléments moins réjouissants sont à prendre en compte. De telles considérations ne peuvent les faire occulter.

La langue arabe requiert en effet d'immenses et inlassables efforts pour en parachever la modernisation et la mettre en phase avec un monde en évolution.

Ces efforts n'ont pas encore été tout à fait accomplis. La langue arabe souffre d'énormes points de faiblesse qui ne pourraient être dissimulés et auxquels il faut indubitablement remédier.

1. Elle est encore privée du statut de *prestigelanguage*, statut qui confère à certaines langues étrangères, notamment dans les pays arabes (le français au Maghreb et l'anglais en Orient), de nombreux privilèges sociopolitiques.
2. Elle est assiégée dans l'usage populaire quotidien par une diglossie qui désavantage le niveau littéraire au profit des variantes vernaculaires. Elle est aussi assiégée par des langues étrangères qui conservent en partie le monopole de la production intellectuelle moderne, notamment dans le domaine technoscientifique (qui va de pair avec la production lexicologique en techno-science). Cette situation est encore renforcée par les insuffisances sur le plan de l'édition lexicographique arabe. La production des académies de la langue arabe, en matière de dictionnaires usuels et *a fortiori* en matière de dictionnaires étymologiques, est encore marquée par une grande carence éditoriale.

3. De nombreuses autres difficultés techniques persistent : les procédés de dérivation doivent être davantage pris en charge pour mieux répondre au besoin de néologismes adéquats ; des disciplines par pans entiers continuent de payer les frais d'une terminologie anarchique et d'une activité de traduction à la traîne (malgré les efforts louables du Centre de Coordination de l'Arabisation et de l'Institut Arabe de la Traduction) ; la mise à profit des méthodes des sciences humaines modernes et notamment de la linguistique générale fait, en partie, défaut¹⁵.
4. Ces facteurs et d'autres encore risquent de produire une situation effroyable pour la langue arabe : il s'agit de la situation que les linguistes appellent la phase du bilinguisme de fait et qu'ils considèrent comme périlleuse pour l'avenir de toute langue. Comme l'enseigne l'historiographie linguistique, le phénomène de la bipolarité idiomatique est un phénomène auquel aucune langue ne peut survivre durablement. Pour les linguistes, lorsqu'une langue perd la primauté sur son propre terrain, elle devient une langue de seconde zone, en voie de disparition.

L'arabe est-il encore *prestige language*?

Aussi, plusieurs démarches doivent-elles être entreprises pour remédier à ces insuffisances, aussi bien au niveau de l'éducation familiale et scolaire¹⁶ qu'au niveau de l'institution éducative¹⁷ de façon générale.

Le statu quo en la matière se résume alors en deux aspects :

1. L'arabe demeure la langue officielle du point de vue juridico-formel, mais privée de fait du statut de *prestige language*.
2. Le statut de *prestige language* est accaparé par une langue étrangère. Celle-ci n'est pas consacrée par la Constitution, mais sa maîtrise est posée de façon tacite comme une condition *sine qua non* pour occuper les postes de premier plan.

Si ce *statu quo* est maintenu, la tension entre les deux langues se poursuivra et s'intensifiera. Les promoteurs de l'une ou de l'autre feront inlassablement feu de tout bois, trouveront toujours un nouveau prétexte pour réalimenter la polémique. Les faits resteront cependant inchangés :

1°/ Les cercles dominants ne peuvent admettre publiquement qu'ils délaissent l'arabe au profit d'une langue étrangère considérée par eux comme la langue de prestige. Ils savent que s'ils y procédaient, leur position serait difficilement tenable face à la loi et surtout face à l'opinion publique.

2°/ Ils ne peuvent pas non plus s'affranchir de la langue étrangère, et ce pour deux raisons.

- i. D'abord, c'est cette même langue étrangère qui leur garantit leurs privilèges et leur domination au sein de l'État.
 - ii. Ensuite, la généralisation de la langue arabe et son officialisation effective nécessitent des efforts systématiques (notamment sur le plan scientifique) et des investissements que ces cercles ne sont pas prêts à assumer.
3. Il semble qu'en ces points réside le nœud de la question linguistique en Mauritanie. L'alibi ethnique qu'on invoque parfois relèverait davantage de la manipulation de l'opinion. Son invocation va en grande partie à l'encontre des faits avérés. Les diverses communautés non arabophones du sud du pays entretiennent une histoire millénaire avec l'Islam et la langue arabe. Et c'est avec un enthousiasme exceptionnel que ces communautés n'ont eu de cesse de propager la langue arabe dans toute l'Afrique de l'Ouest et elles continuent de le faire¹⁸.

La question linguistique est, en outre, sous-tendue par d'autres problématiques à caractère objectif comme à caractère subjectif et dont il faut tenir compte.

Nous en relèverons trois à titre d'exemples :

1. Les communautés nationales dont l'arabe n'est pas la langue maternelle ne pourront que continuer d'avoir certaines appréhensions dans la mesure où leur situation linguistique diffère de celle des arabophones natifs¹⁹. De telles appréhensions se traduiront toujours par des réactions négatives. Il en sera ainsi aussi longtemps qu'une politique rationnelle n'a pas été entreprise dans l'objectif de réhabiliter leur langue de façon sérieuse et sans préjugés. Il est tout à fait déplacé d'impliquer ces langues dans la tension entre l'arabe et le français. Elles sont dépositaires du patrimoine de ces communautés, c'est-à-dire d'un patrimoine national qui doit être protégé. Il est donc de la plus haute importance de développer ces langues, notamment au travers de la promotion de leur production écrite et de leur insertion dans le système éducatif. La langue maternelle constitue pour tout un chacun l'outil irremplaçable de toute production scientifique effective et le socle de tout esprit créatif. Il faut, en outre, permettre à tous les citoyens d'apprendre ces langues : il en va

ainsi pour une meilleure communication entre les communautés non arabophones et le reste de la population, c'est-à-dire pour réduire le cloisonnement culturel, mais aussi pour élargir ou ouvrir davantage les horizons intellectuels de la communauté nationale. L'apprentissage d'une ou de plusieurs langues nationales s'impose avec plus d'insistance pour ceux dont le métier, dans le public ou dans le privé, requiert un contact direct avec des populations non-arabophones. Toute omission ou prise à la légère des langues nationales ne traduit qu'une attitude inepte et impardonnable²⁰.

2. L'apprentissage d'une ou plusieurs langues modernes²¹ est une nécessité. Il est recommandé d'un point de vue pédagogique de commencer à les enseigner aux enfants dès leur plus jeune âge dans le même temps que leur langue maternelle et la langue officielle. Le « monde village » dans lequel nous vivons exige de chacun un certain niveau d'instruction sans lequel il ne peut espérer ni autonomie personnelle ni participation au développement du pays et de la société où il vit. Le niveau d'instruction dépend en partie du nombre de langues acquises. Car ce sont d'abord des barrières d'ordre linguistique qui empêchent l'accès à l'information, dans un monde où celle-ci est le fondement de toute richesse.

3. À l'échelle individuelle, l'esprit créatif va de pair avec la maîtrise de la langue maternelle. À l'échelle collective, chaque État doit disposer d'une langue de travail qui lui permet de s'émanciper de toute tutelle étrangère et dont le caractère officiel est protégé par la loi comme par le statut de *prestige language*.
4. À l'échelle individuelle et collective, l'apprentissage de plus d'une langue étrangère est nécessaire au même titre que celui de la langue maternelle et de la langue officielle.

La tension entre l'arabe et le français en Mauritanie est régie, de 1952 à nos jours, par les deux facteurs suivants :

1. Il y a d'abord une mécompréhension chronique quant au rôle et à la nature spécifiques du langage. Il est, comme nous l'avons déjà rappelé précédemment, la faculté motrice des activités individuelles et collectives de même qu'il est un des déterminants décisifs des ressorts psychologiques, sociologiques et politiques des différents groupes et nations. Ce n'est donc pas un outil neutre. La question linguistique ne peut continuer d'être prise à la légère, laissée encore et toujours à la discrétion des manipulations incendiaires de tout bord. C'est un statu quo fort risqué et qui a tant compromis toute stratégie de développement et paralysé la vie publique dans son ensemble.

2. L'indépendance et le développement effectifs sont quasiment, et depuis toujours, des projets en suspension. Ils sont les premiers à faire les frais du manque de vision qui caractérise les pouvoirs publics en Mauritanie. Aucune stratégie globale et cohérente en matière de développement humain n'a jamais vu le jour.

De fait, ceux qui revendiquent l'arabe comme langue unique n'y voient, majoritairement, qu'un privilège féodal et un attribut de pouvoir. Les dangers du repli sur soi et de l'inaction les guettent sans qu'ils en aient une véritable prise de conscience. De même, ceux qui revendiquent le maintien du français comme langue unique n'y voient qu'un privilège féodal/néoféodal leur permettant de continuer à asseoir leur joug sur l'écrasante majorité de leurs concitoyens.

Ainsi croient-ils prendre appui auprès d'un parrain lointain et hypothétique qui réfléchirait à leur place, aussi bien sur le passé que sur le présent et l'avenir. Ils ne parviennent pas encore à prendre conscience que les Français sont eux-mêmes accaparés par la lutte de survie (leur survie et celle de leur langue) face à l'expansion de la mondialisation et de son médium, l'anglais²².

Munie d'une surpuissance technoscientifique, médiologique, politico-économique et militaire, cette expansion apparaît de plus en plus irrésistible²³. La France est en outre encore

confrontée aux revendications de ses propres langues dites régionales exigeant à leur tour un effort de sauvegarde²⁴.

Propositions

La question linguistique a été, et est encore, à l'origine d'une paralysie affligeante du développement humain dans ce pays. La Mauritanie ne pourrait, cela va sans dire, sortir de sa situation insoutenable sans s'appuyer sur des ressources humaines suffisamment qualifiées. Plusieurs stratégies sont nécessaires pour y parvenir.

I- Une réforme judicieuse de l'éducation

1. Tous les élèves doivent pouvoir intégrer des institutions éducatives structurées en fonction des exigences du développement économique-social. La question linguistique doit y être envisagée suivant un procédé scientifique et selon un point de vue stratégique loin des passions²⁵. L'acquisition de la langue ne peut y être une fin en soi, mais le moyen privilégié d'acquérir des savoirs et des savoir-faire. La langue y est censée être un moyen pour acquérir les connaissances et non une barrière empêchant hermétiquement d'y avoir accès.

2. Il y a besoin d'une mise à profit pleine et entière des ressources humaines du pays. Les potentialités de tout un chacun doivent être prises en compte. Celles-ci représentent de riches et inépuisables ressources qui doivent être employées de manière efficace et pragmatique. Les dispositions dites innées sont d'une grande variété chez les individus. Certains sont peut-être plus doués pour un métier plutôt qu'un autre. Mais chacun a ses propres dons et talents. Pour ce qu'il est, chaque individu est porteur d'une dignité inaliénable. Dans l'édifice global du développement, tout individu n'est rien moins qu'une perle rare : la division du travail nécessite la conjugaison de tous les savoirs et savoir-faire bien acquis, du nettoyage des chaussées aux nanotechnologies²⁶.
3. Une des missions primordiales dont l'éducation doit être investie est celle de cultiver et développer le sens civique et l'esprit de la citoyenneté dans ses diverses dimensions spatio-temporelles. Et c'est au nom de cette même mission que l'éducation doit permettre de cultiver et de développer le sens du respect de l'autre (l'autre avec lequel, à un niveau ou à un autre, on a fatalement en partage un lien de fraternité : celui de la langue, de la religion, de la géographie ou de l'humanité). Rien ne peut être au-

dessus de la fidélité à Dieu et à l'égalité citoyenne.
Les liens de subordination traditionnels n'ont pas
droit au chapitre dans les rapports citoyens.

II- Réforme normative et déontologique

1. Il est temps de disposer d'un corpus de normes permettant de délimiter les responsabilités individuelles et collectives en matière de rapports à soi et à autrui comme en matière de rapports à la chose publique.
2. La loi doit pouvoir s'imposer à tous, aux gouvernants comme aux gouvernés, du juge au portier et de l'élu à l'électeur.
3. Il appartient aux organes législatifs, judiciaires et exécutifs de tout mettre en œuvre pour que cette double réforme éducative et normative soit effective. Pour ce faire, il n'est d'autre voie que celle de la détermination et de la persévérance, celle de la rupture définitive avec les tergiversations et la politique de l'autruche. Il est impératif que ces mêmes organes parviennent à mettre un terme aux équivoques encore persistantes entre la mise en application de loi et les restrictions en matière de libertés. En finir avec de telles équivoques est le meilleur moyen pour désamorcer les actes de manipulation de l'opinion et les réactions crispées relevant d'instincts primaires (celles dont les auteurs sont souvent aussi les premières victimes). De par sa vocation éducative, la loi doit pouvoir s'imposer et imposer ainsi la discipline citoyenne à tous, elle doit développer chez chacun le sens du respect de soi comme celui

du respect d'autrui. Sans cela, le cercle infernal des déchirures sociales ne cessera de s'autoalimenter : chaque réaction provoquera une réaction et même chaque non-réaction provoquera une réaction.

Nous ne pouvons conclure le présent propos sans insister sur les trois éléments suivants :

1. Les personnes actuellement aux commandes ou susceptibles de l'être sont majoritairement unilingues. Elles sont, en général, ou exclusivement formées en arabe ou exclusivement formées en français. Les qualifications professionnelles chez les unes comme chez les autres sont quasi inexistantes. Elles sont victimes d'un système éducatif dont l'échec aussi bien en termes qualitatifs qu'en termes quantitatifs est patent. Aussi longtemps qu'une politique cohérente de formation continue n'aura pas été mise en œuvre, elles continueront à pâtir de cette situation. Seule une telle politique pourrait pallier aux carences héritées par le recours à des formations obligatoires et régulières dans des disciplines telles que les langues, nationales et étrangères, l'informatique (et ce en plus bien entendu de la formation continue dans le domaine de spécialité de chacune des personnes concernées), etc. La responsabilité doit en incomber aussi bien aux employeurs qu'aux em-

ployés. Les instances publiques (telle que la Fonction Publique ou l'Inspection du Travail) auxquelles revient la charge de veiller à la mise en œuvre de cette politique doivent établir des critères objectifs d'évaluation (inspections et contrôles annuels, etc.). Sans une telle politique, le chômage à visage découvert, ou plus ou moins déguisé, continuera à ronger les deux secteurs, public et privé, en Mauritanie.

2. Quant aux nouvelles générations d'écoliers, la maîtrise de l'arabe et d'au moins une langue étrangère, notamment le français, doit être naturellement assurée dès l'étape de l'enseignement primaire. Ce n'est rien d'autre qu'une exigence naturelle dans un système éducatif digne de ce nom, c'est-à-dire un système éducatif dont la politique est mise en place comme il se doit par des experts rompus à leur métier. Le cœur de cette nouvelle politique éducative doit être l'excellence des programmes et leur adéquation avec les besoins bien définis d'un développement humain global. Il s'agit ici (de qualité des programmes et leur adéquation avec le marché du travail) de choix décisifs sur lesquels les prochaines journées de concertation doivent se prononcer si on attend qu'elles aient un minimum de crédibilité. Si important que soit le choix des langues de l'éducation, celles-ci restent un facteur parmi tant d'autres.

Et c'est la réunion de ces facteurs (les langues, les mathématiques, l'informatique et les sciences, les travaux pratiques, etc.) qui assurent la qualité de l'éducation²⁷.

3. Les langues nationales (que l'on implique souvent à tort dans le débat sur le français et l'arabe) nécessitent un travail appliqué qui les met à l'abri de toute exploitation idéologique.

Le premier pas, sur ce plan, consiste à redynamiser l'Institut des Langues Nationales dont une des vocations est d'organiser des sessions de formation dans ses langues (le succès dont ont fait preuve dans ce domaine les missions américaines du Corps de la Paix est un des éléments dont pourrait s'inspirer l'Institut).

Ces formations doivent être obligatoires pour les fonctionnaires (ceux de l'administration territoriale, du secteur judiciaire, de la santé et de l'éducation, etc.) amenés à exercer dans des régions où ces langues sont présentes.

Il semble important aussi que cet Institut retrouve ces deux missions originelles : la formation scolaire et la recherche linguistique et historiographique (et ce quel que soit par ailleurs son lieu d'accueil, au sein de l'université ou ailleurs).

Notes

- 1 Voici la situation linguistique en Mauritanie telle qu'elle apparaît dans un rapport de synthèse élaboré par le portail de l'aménagement linguistique dans le monde (Université de Laval - Canada). Lequel rapport se fonde sur les données comparées d'Ethnologue, de People group et de Joshua Projet.

Population : 3,2 millions (est. 2008).

Langue officielle : arabe classique (en fait l'arabe standard).

Groupe majoritaire : arabe ḥassānīd (80 %).

Groupes minoritaires : poular (7 % - 12 %), soninké (env. 4 %), wolof (0,4 %), bambara, berbère, azer, etc.

Langue coloniale : français.

Cf. www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/mauritanie.htm

- 2 En Norvège, le danois a été la langue officielle de 1397 à 1814. Lorsque la décision a été prise d'officialiser le norvégien et que les dispositions nécessaires à cet égard ont été prises, le danois a été complètement écarté de l'usage en Norvège.
- 3 L'hébreu fut une langue quasi morte durant 1700 ans (du II^e au XIX^e siècle). Il doit sa renaissance moderne au linguiste Eliézer Ben Yehouda. Celui-ci a réussi, avec un travail d'équipe ayant duré quarante ans, à redonner vie à cette langue et à en faire le médium principal d'une population de 13 millions d'âmes qui n'en avaient préalablement aucune véritable connaissance et qui vivaient à l'époque dans 102 pays de langue différente.
- 4 À Madagascar, le français est demeuré la langue officielle jusqu'en 1972. En nationalisant les secteurs économiques, l'État malgache a estimé du même coup devoir mettre un terme à la domination du français, considérée par lui comme synonyme de la domination française. Le parler malgache fut alors standardisé et institué, avec succès, langue officielle à la place du français.
- 5 La langue arabe a connu le développement de ses formes écrites bien avant l'Islam. Mais c'est sous la double impulsion de celui-ci et de l'empire musulman (en tant que langue de la Révélation,

des sciences religieuses, langue administrative, etc.) qu'elle a fait l'objet de tant de travaux descriptifs et normatifs sur les différents plans (orthographe, lexicologie, morphosyntaxe, stylistique, phonétique, etc.).

- 6 La maîtrise de l'arabe était requise pour occuper des postes de premier plan. La langue arabe était alors devenue une des langues les plus puissantes à l'échelle mondiale (d'un point de vue politique, militaire, culturel, linguistique, économique, comme d'un point de vue démographique).
- 7 Il s'agit d'arabe, du persan, de l'albanais, du français, de l'anglais, du russe, de l'allemand, de l'italien, de l'espagnol, ainsi que de nombreuses langues africaines.
- 8 C'est le cas, par exemple, du Tchad et de l'Érythrée.
- 9 C'est, entre autres, le cas du Nigéria, du Mali, du Sénégal, de l'Iran et de la Turquie.
- 10 Elle occupe : 1^o la deuxième position mondiale du point de vue du nombre de ses locuteurs (critère démographique) ; 2^o la troisième position mondiale du point de vue du nombre des pays dont elle est la langue officielle (critère politique). Sa position est plus mitigée quant aux trois critères (culturel, linguistique et militaire). Du point de vue de la production éditoriale globale (critère culturel), elle occupe la 22^e place mondiale. Dans le domaine spécifique de la production scientifique, elle occupe la 42^e position mondiale. Voir notre ouvrage, *Le phénomène linguistique : l'origine et le développement* (en arabe), Abû Dhabî, 2005.
- 11 Les six langues de l'ONU sont l'anglais, le français, le chinois, le russe (qui sont les langues des pays membres permanents du CC de l'ONU), puis l'arabe et l'espagnol qui sont les langues des deux plus grands blocs internationaux. Cf. *Le phénomène linguistique, Ibid.*
- 12 Voir les différentes classifications ethnologiques. Voir aussi *Le phénomène linguistique, Ibid.*
- 13 Cf. *Le phénomène linguistique, op. cit.*
- 14 Cette situation d'une langue proclamée officielle sur le plan formel, mais qui ne l'est pas sur le plan effectif vide le statut de langue officielle de son sens et produit l'effet inverse. Elle donne

l'impression aux jeunes élèves que l'arabe est un fardeau pour eux. Ils sont obligés de consacrer beaucoup de temps à son étude alors qu'ainsi enfermé dans un statut factice, il ne pourra pas les aider à occuper les postes prestigieux auxquels ils aspireraient. Cela ne fait qu'accroître la paralysie et la marginalisation de l'arabe consacrant l'image d'une langue stérile privée de tout génie créatif et de toute production intellectuelle originale.

15 Au Maghreb, le français est le *prestige language* à la maîtrise duquel toute ascension sociale est suspendue. Il en va de même pour l'anglais dans l'Orient arabophone.

16 Les cinq premières années de l'enfance sont caractérisées par d'immenses aptitudes à l'apprentissage linguistique. C'est une opportunité que les parents et les institutions éducatives ne doivent jamais manquer pour permettre aux futurs élèves de dominer l'outil linguistique dont ils auront grandement besoin tout au long de leur apprentissage scolaire. Il est du devoir par exemple de la famille de saisir cette occasion irremplaçable et tenir à ce que ses enfants s'appliquent et s'exercent durant ces années à s'exprimer dans un arabe correct. L'acquisition d'un arabe correct du point de vue normatif et des bases d'une ou deux langues étrangères sont à ce stade de l'âge une priorité.

17 Il appartient aux enseignants :

1- de veiller à ce que les élèves aient un usage correct de la langue arabe moderne et contemporaine. Il est nécessaire que ceux-ci s'habituent à s'exprimer dans l'arabe moderne et à éviter les archaïsmes caractéristiques des usages traditionnels vieillis. Il est tout aussi nécessaire de les habituer à éviter l'usage fautif et autres solécismes propres aux niveaux familiers et vernaculaires. Il importe à cet effet d'encourager les élèves, y compris dans leurs propres conversations et même en dehors des cours réglementaires, à utiliser la langue arabe normative. Différents jeux ludiques ou scéniques peuvent être utilisés dans cet objectif.

2- de focaliser leur enseignement de l'arabe sur l'analyse des textes contemporains pour faire découvrir de façon inductive aux élèves les règles syntaxiques et morphologiques régissant la langue arabe, telles que celles-ci apparaissent réellement dans l'usage normatif actuel. Tous les éléments morphosyntaxiques et grammaticaux qui ne répondent pas d'une exigence pratique relative à l'usage ef-

fectif et actuel de l'arabe normatif ne doivent figurer que dans les programmes universitaires réservés aux futurs spécialistes.

3- de mettre à profit les méthodes descriptives de la linguistique moderne et de rénover de la sorte les procédés didactiques destinés notamment aux débutants.

4- d'opter dans l'enseignement de la littérature pour les textes relevant aussi bien de la langue arabe contemporaine et de la vie contemporaine (dans son rapport au présent comme dans son double rapport au passé et au futur) que des préoccupations et des centres d'intérêt actuels.

5- de promouvoir les méthodologies inductives, descriptives et déductives fondatrices de toute réflexion structurée et de tout esprit critique.

6- d'élaborer de nouveaux outils pour mieux procéder à l'évaluation de l'enseignement des langues.

7- de faire appel aux nouvelles technologies en matière d'apprentissage des langues.

- 18 Il est de la responsabilité des institutions éducatives : 1- d'utiliser la langue arabe dans l'apprentissage des sciences appliquées et de la technoscience ; 2- de veiller à la formation des enseignants spécialisés comme à l'amélioration constante de leur niveau au travers de la formation continue ; 3- de contrôler la qualité linguistique des manuels scolaires et de s'appliquer à leur standardisation ; 4- de participer au travail d'élaboration d'œuvres lexicographiques en cours, de sorte qu'elles répondent aux besoins présents.
- 19 Sans remonter jusqu'à l'époque de l'Empire du Takrou, des Almamites, aux combats d'al Haj Omar Tall, aux Juges de Ntaykan, etc., les écoles dites négro-africaines spécialisées dans l'enseignement de la langue arabe existent toujours et se développent comme auparavant à large échelle. Les écoles al-Falâh, fondées par feu al-HajMahmûd Bâ et spécialisées dans l'enseignement de la langue arabe et de la religion musulmane, pour ne citer qu'un seul exemple, rayonnent encore, comme depuis un demi-siècle, sur toute l'Afrique occidentale, de Nouakchott à Libreville. On se rappelle encore que les notables négro-africains se sont vivement opposés à la réforme française de 1952 visant à priver leurs enfants de la langue arabe comme matière d'option autorisée (ladite ré-

forme entendait réserver cette possibilité aux locuteurs maternels de l'arabe et à eux uniquement).

- 20 Il n'y a quasiment pas de pays dans le monde qui soit entièrement homogène sur le plan linguistique. À cet égard, la Mauritanie, comme d'ailleurs la plupart des autres pays arabes, ne fait pas exception(NDT).
- 21 Les littératures officielles des États européens tiennent toujours à faire une distinction entre les langues nationales et les langues régionales, distinction vivement contestée, bien entendu, par les revendicateurs de ces dernières. L'adoption de la charte de la protection des langues minoritaires par l'Union européenne et les débats mouvementés qui l'ont accompagnée sont une des dernières manifestations de ces tensions linguistiques séculaires en Europe(NDT).
- 22 On se souvient encore d'une dernière sortie du président français Nicolas Sarkozy fustigeant ce qu'il estime être le laxisme des diplomates français, « si fiers, souligne-t-il, de parler anglais », face à l'expansion de celui-ci. Que dire alors, d'un point de vue mauritanien, du laxisme des officiels mauritaniens « si fiers de parler français »?(NDT)
- 23 Malgré tous les efforts officiels français pour protéger « l'exception française » sur le plan linguistique, les anglicismes n'envahissent pas seulement le français parlé – argotique et vernaculaire – mais s'imposent dans de nombreux domaines académiques et administratifs ou para-administratifs. Plusieurs domaines professionnels et filières universitaires ont déjà cédé ces dernières années en France à l'anglophonisation rampante (la tentative, une parmi tant d'autres, de l'ancien ministre Jacques Toubon d'imposer par la loi (ladite loi Toubon de 1994) la suppression de nombreux mots anglais entrés dans l'usage français, y compris dans l'usage écrit, continue de provoquer l'ironie et les sarcasmes journalistiques)(NDT).
- 24 Le moment où le débat linguistique refait surface en Mauritanie est aussi celui où un autre débat encore plus brûlant (il l'est depuis au moins trois siècles) peine à s'affadir en France. Pour la énième fois depuis l'Ancien Régime, l'État français manifeste son extrême suspicion à l'adresse de ces langues qui s'appelaient encore jusqu'en 1794 « les langues de France »(avoir une telle sus-

picion est à vrai dire le cas de tous les États-nations modernes largement influencés en la matière par l'exemple français - on peut lire à ce sujet le rapport de l'abbé Grégoire et celui du « Comité de salut public sur les idiomes » de 1794, dit rapport Barère - et tendant de par leur principe fondateur même à faire de l'unité linguistique le socle de l'unité nationale et à combattre la diversité linguistique accusée à tort ou à raison d'être la condition suprême du séparatisme. La confrontation, par pays interposés, entre différents États-nations, et donc différentes langues « nationales », a produit les « impasses » linguistiques, ou considérées comme telles, que sont, en Europe occidentale, la Belgique, la Suisse et en partie l'Espagne, en Amérique du Nord, le Canada, etc.). En effet, « Le Sénat (français) a refusé, mercredi 18 juin (2008), d'inscrire dans la Constitution la reconnaissance des langues régionales et le pluralisme de la représentation. Ces deux points ont occupé l'essentiel de la première journée de discussion des articles du projet de réforme des institutions. Le débat sur les langues régionales a duré plus de trois heures. De vives protestations se sont élevées de tous les bancs de l'Hémicycle contre l'article, introduit en première lecture par les députés, selon lequel "les langues régionales appartiennent au patrimoine" de la France. Michel Charasse (PS, Puy-de-Dôme) : "J'ai été surpris de voir apparaître à l'Assemblée nationale un amendement tendant à classer les langues régionales au patrimoine de la France. Pourquoi ne pas y classer aussi les monuments historiques, ou même la gastronomie, voire la potée auvergnate ?" Jean-Luc Mélenchon (PS, Essonne) : "Il existe un parti ethniciste qui veut que l'on introduise cette mention dans la Constitution afin de contraindre la France à ratifier la Charte des langues régionales (de l'Union européenne). Ivan Renar (PCF, Nord) : "La promotion des langues régionales est souhaitable, mais elle ne doit pas conduire à l'enfermement régionaliste ou communautariste." Adrien Gouteyron (UMP, Haute-Loire) : "Maintenir cette phrase à l'article premier de notre Constitution signifierait que l'on veut conduire la France là où elle ne veut pas aller." Yves Détraigne (UC-UDF, Marne) : "Je ne vois pas, ou peut-être vois-je trop bien, pourquoi on veut l'inscrire dans notre Constitution. Revenons à la raison et préservons notre Loi fondamentale." (Cf. *Le Monde* du 19 juin 2008). On peut, par exemple, lire les vives réactions des militants défendant ces langues et révoltés par la décision du Sénat français dans le journal *Le Monde* du 26/06/2008)

sous le titre significatif : ‘Pourquoi refuser aux langues régionales le maigre statut de patrimoine ? »(NDT)

- 25 Il est bien normal que la langue française garde la position de la deuxième langue en raison de sa forte présence dans toute la région maghrébine et ouest-africaine. Il est aussi normal que la troisième position soit réservée à l’anglais en raison de son omniprésence planétaire.
- 26 On peut concevoir la place qui doit être réservée à court terme à l’enseignement des langues dans le système éducatif de la manière suivante. L’arabe et le français doivent être obligatoires dans l’enseignement fondamental. Aucun élève ne doit pouvoir franchir cette étape avant d’obtenir une note minimale de 15/20 dans chacune de ces deux langues. Ce n’est qu’à ce prix qu’on pourra s’assurer que chaque élève a acquis les bases linguistiques nécessaires à son évolution éducative future. La langue anglaise doit être enseignée dès le collège. Aussi, le passage de celui-ci au lycée est à conditionner par l’obtention dans chacune des trois langues étudiées d’une note minimale de 15/20. Quant aux langues utilisées dans les formations professionnelles et techno-professionnelles, de même qu’aux langues utilisées dans l’enseignement spécialisé, depuis le lycée jusqu’à l’étape doctorale, il appartient aux comités d’orientation éducatifs et académiques, regroupant des représentants de l’ensemble des institutions concernées, de les choisir au cas par cas selon aussi bien les besoins sectoriels du marché que ceux de la recherche scientifique.

D’autres possibilités sont encore à explorer. Il appartient aux autorités concernées de les examiner avec sérieux, loin des tendances idéologiques ou sentimentalistes. C’est à ce prix que la vie publique pourra être délivrée de sa paralysie incessante.

- 27 À nos yeux, la réforme éducative, synonyme de la mise en œuvre effective d’un monument pyramidal, se conçoit, à grands traits, en termes d’ascension graduelle de la base au sommet selon l’architecture suivante.

1- Le socle est constitué d’un enseignement fondamental obligatoire ayant vocation de former :

a- une assise solide d’élèves aptes à intégrer un enseignement techno-professionnel aux parcours et spécialités multiples ;

b- une élite d'élèves choisis en fonction de leurs aptitudes à poursuivre des études dans toutes les disciplines de la première partie du secondaire (collège).

2- Le collège, correspondant à l'étape préintermédiaire, a pour vocation de former :

a- des groupes d'élèves aptes à intégrer un enseignement technoprofessionnel aux parcours et spécialités multiples d'un niveau plus élevé que le précédent ;

b- une élite d'élèves choisis en fonction de leurs aptitudes à poursuivre des études dans toutes les disciplines de la deuxième partie du secondaire (lycée).

3- Le lycée, correspondant à l'étape intermédiaire, a pour vocation de former :

a - des groupes d'élèves qualifiés pour intégrer l'enseignement technique supérieur dans l'objectif de devenir des cadres de qualité dans les différentes spécialités ;

b - une élite choisie parmi les lauréats du diplôme de fin d'études secondaires (baccalauréat), excellent dans les différentes filières et en mesure de poursuivre leurs études universitaires et d'acquies les qualifications professionnalisantes. C'est de la sorte qu'ils pourront disposer de toutes les armes indispensables pour aborder, par la grande porte, le marché national et international du travail si compétitif.

4 - La première partie de l'enseignement universitaire, correspondant à l'étape post-intermédiaire, a pour vocation de former :

a - une classe générale de médecins, d'ingénieurs et de détenteurs de diplômes équivalents pour intégrer les écoles et les instituts supérieurs professionnels ;

b - une élite choisie parmi les médecins, les ingénieurs et des détenteurs de niveau équivalent qui se distinguent par un niveau d'excellence dans les diverses spécialités et aptes à poursuivre des études approfondies et des recherches dans les unités et centres de recherche. Le critère de leur sélection est celui de pouvoir poursuivre des études de troisième cycle et doctorales sans difficulté.

5 - Au sommet de la pyramide prendront place les unités de forma-

tion spécialisée ayant pour vocation de former des chercheurs de haut niveau. La tâche principale de ceux-ci est d'alimenter toutes les chaînes précédentes et au travers de celles-ci, le pays entier par leur expertise et leur production innovante.

Mohamed Ould Abdalhaye est docteur ès lettres et professeur des universités. Ancien directeur du département des langues et de la traduction de l'université de Nouakchott, ancien professeur à l'université d'Ajman (E.A.U.) des sciences et de la technologie, il est actuellement le recteur de la faculté des Études Arabes et Islamiques de Dubaï.

أ- قاعدة عامة من الأطباء والمهندسين ومن حملة الإجازة المؤهلين لدخول المدارس والمعاهد العليا التي توفر لهم تدريباً مهنيًا نوعيًا يؤهلهم لدخول سوق العمل التنافسي المحلي والدولي من باب الواسع.

ب - نخبة منتقاة من الأطباء والمهندسين ومن حملة الإجازة المتميزين في كافة التخصصات القادرين على متابعة الدراسة العليا والبحث في كليات الدراسات العليا ومراكز البحث، دون عوائق للحصول على الماجستير والدكتوراه وما يعادلها.

5 - على القمة منه تتربع كليات الدراسات العليا ومراكز البحث التي تعد الخبراء والباحثين من ذوي الدرجات العليا الذين يغذون كل الحلقات السابقة ومن خلالها البلد بكامله بالخبرة والابتكار.

منشور بأصله العربي على الرابط:

<http://www.mushahed.net/vb/showthread.php?t=5151>

وبترجمته التي قمتم بها على الرابط:

http://www.cridem.org/C_Info.php?article=45056

د. محمد عبد الحفي : أستاذ بكلية الدراسات الإسلامية والعربية بدبي، وعميدها، وعمل كذلك أستاذاً بجامعة عجمان للعلوم والتكنولوجيا، كما عمل سابقاً أستاذاً ورئيساً لقسم اللغات بجامعة نواكشوط.

وهناك إمكانات أخرى على الهيئات المعنية رَوِّزها وإقْرَارَ ما هو أنفع منها بعيدا عن النوازع الإيديولوجية والعاطفية وإلا فإن حياة البلد ستظل مشلولة لا قدر الله.

26 - إصلاح تصوره يبني صرحا علميا في شكل هرم متدرج من القاعدة إلى القمة على النحو التالي:

1 - في القاعدة منه تعليم أساسي إجباري يُخرج:

أ- قاعدة عامة من التلاميذ المؤهلين لدخول تعليم فني مهني متعدد الأوجه والتخصصات.

ب- نخبة منتقاة من التلاميذ القادرين على متابعة الدراسة في المرحلة الإعدادية دون عوائق.

2 - في الوسط منه الذي يلي القاعدة تعليم إعدادي يُخرج:

أ- قاعدة عامة من التلاميذ المؤهلين لدخول تعليم فني مهني متعدد الأوجه والتخصصات أعلى من سابقه.

ب- نخبة منتقاة من التلاميذ القادرين على متابعة الدراسة في المرحلة الثانوية بكافة شعبها، دون عوائق.

3 - في الوسط منه الذي يلي الحلقة الإعدادية من الأعلى، تعليم ثانوي، يُخرج:

أ- قاعدة عامة من التلاميذ المؤهلين لدخول معاهد التعليم الفني المهني العالي التي تُعدُّ الخبراء النوعيين المتعدّدي التخصصات.

ب- نخبة منتقاة من حملة البكالوريا المتميزين في كافة التخصصات القادرين على متابعة الدراسة في المرحلة الجامعية بكافة شعبها، دون عوائق.

4 - في الوسط منه مما يلي قمته، تعليم جامعي يُخرج:

النهر ضد فرنسا، يوم رامت إصلاح التعليم في إفريقيا الغربية الفرنسية سنة 1952 وحرمان أبنائهم من مادة اللغة العربية وجعلها اختيارية فقط لمن لغتهم الأم عربية، ليست عنا ببعيد.

22 - موريتانيا ليست استثناء في هذا الموقف فبعض البلدان العربية، بها مجموعات تتكلم لهجات غير عربية كما هو الحال في المغرب والجزائر والسودان والعراق وغيرها.

23 - يذكر أن المجموعة الأوروبية سنت قوانين لحماية اللهجات الأوروبية الكثيرة التي أصبحت مهددة بالاندثار.

24 - وطبعي أن تكون اللغة الأجنبية الأولى في موريتانيا هي اللغة الفرنسية نظرا لتاريخها في البلد ولسيطرتها في كافة دول الجوار من الشمال والجنوب، وأن تكون اللغة الأجنبية الثانية هي الإنجليزية نظرا لانتشارها العالمي.

25 - من الممكن تصور موقع اللغة ضمن النظام التعليمي الوطني في المدى القريب كالتالي: في التعليم الأساسي لغتان إجباريتان هما اللغة العربية ولغة أجنبية خاصة الفرنسية، لا يتعدى التلميذ هذه المرحلة ما لم يحصل في المهارات الأساسية لكل منها على معدل لا يقل عن 15 من 20 تضاف إليها في المرحلة الإعدادية لغة أجنبية ثانية خاصة الإنجليزية، ولا يتعدى التلميذ المرحلة الإعدادية ما لم يحصل في المهارات الأساسية للغات الثلاث على معدل لا يقل عن 15 من 20.

أما لغة التكوين في التعليم الفني والمهني بكافة مراحلها وتخصصاته، وفي التعليم التخصصي من المرحلة الثانوية إلى مراحل الدكتوراه، فمجالس التوجيه والإرشاد التربوي والأكاديمي التي تشترك فيها وزارات التعليم الثانوي والعالي والبحث العلمي والعمل والوظيفة العمومية والتشغيل هي التي تحدد لغة التكوين والتخصص فيها حسب حاجات سوق العمل وميادين البحث العلمي.

تبدأ في التناقص بعد سن الخامسة، فإذا تضافرت جهود الأبوين وجهود الروضة خلال هذه السنوات الخمس الأولى من حياة الطفل فإنه يخرج منها بزيادة لغوي يفتح أمامه الطريق فسيحا للتغلب على مشكل اللغة التي هي مدخل النجاح الإجباري في أي مجال دراسي سيتوجه إليه فيما بعد.

19 - على المدرس مثلاً: -1 العناية باستخدام اللغة العربية الصحيحة: فصحي العصر، دون غيرها، مع التلاميذ والطلاب، ودفعهم إلى الحديث بها فيما بينهم، في أوقات الراحة، وفي أسكتشات للتمثيل إجبارية وغيره من الأنشطة. -2 التركيز في تدريس اللغة على تحليل النصوص الحديثة، لاستنباط نظمها التركيبية والصرفية كما يتم استعمالها عملياً، وترك ما هو غير وظيفي للدارسين في مرحلة التخصص. -3 الاستفادة من المناهج اللسانية الحديثة في توصيف اللغة، وتحديث طرق تدريسها خاصة للمبتدئين. -4 التركيز في دراسة الأدب على النصوص التي تقوم على فصحي العصر والتي تربط التلميذ بحياته وتربط بين نتاج حاضره وتراث ماضيه ربطاً يظهر أثرهما في حياته المعيشة، والتركيز فيها على المضامين المرتبطة بهموم حاضره ومستقبله. -5 الاعتماد منهجياً على الاستقراء والوصف والاستنباط، التي تعلم كيفية التفكير وتعزز الروح النقدية. -6 استحداث أدوات جديدة للقياس الموضوعي في تقويم التعليم اللغوي. -7 العناية باستخدام التقنيات الحديثة في تعليمها.

20 - على المؤسسة التربوية: -1 استعمال العربية في العلوم التطبيقية والمهارات العلمية. -2 العناية بإعداد المعلم المختص، وبالرفع من مستواه في كافة مراحل التعليم، عبر التكوين المستمر. -3 العناية بالمستوى اللغوي في الكتاب المنهجي وبتناغمه من كتاب لآخر. -4 إيجاد خدمة معجمية للغة العربية حديثة، وذات مصداقية.

21 - ودون أن نذهب إلى عهد دولة التكرور وعهد أئمة فوته وجهاد الحاج عمر، وقضاة أنتيكان، فالمدارس ما زالت قائمة، ومدارس الفلاح لمؤسسها المحروم الحاج محمود با، شاهد ما زال ماثلاً للعيان ينشر إشعاعه العربي الإسلامي من نواكشوط إلى لبرفيل، منذ أكثر من نصف قرن، واحتجاجات وجهاء حوض

16 - هذا الحرمان يُفْرِغ ركنَ القوة الذي يمثله كوئنها رسميةً من مضمونه، ويعطيه نتيجة عكسية، إذ يدفع النشء إلى النفور منها، واعتبارها ضعيفا ثقيلًا، لأنه يستنفد وقته وجهده في دراستها، ثم لا تغنيه في الترقّي إلى المراكز المهمة التي يطمح إليها، وذلك ما سيزيد من شللها وتمهيشها، وجعلها عقيمة، لا إبداع فيها، ولا فكر ولا أصالة. ففي المغرب العربي اللغة الفرنسية هي لغة التمييز التي لا يمكن الترقّي الطبيعي إلى المناصب القيادية بدونها، والشيء نفسه في المشرق العربي بالنسبة للغة الإنجليزية.

17 - يمكن الرجوع للتوسع في موضوع اللغة العربية إلى المنشورات التالية:
أ- من منشورات الإيسيسكو:

- مستقبل اللغة العربية في عالم متغيّر، د. عبد العزيز التويجري.
- اللغة العربية ووسائل الاتصال، د. عبد العزيز بن عثمان التويجري.
- المعجم التاريخي للغة العربية في ضوء متغيّرات الألفية / د عبد العزيز التويجري.
- اللغة العربية ... قضية استراتيجية / د. عبد العزيز التويجري.

ب- من منشورات مركز الجزيرة للدراسات:

- اللغة العربية بين الخطر الخارجي والتهميش الداخلي، د. محمد عبد الحي.
- اللغة العربية في مهبّ العولمة.. مشروع إنهاض، د. عبد الرب سروري.
- اللغة العربية.. تحديات عاصفة ومواجهة متواضعة، د. حسام الخطيب.
- ج- من منشورات مكتب الشؤون الإعلامية بأبو ظبي:

- الظاهرة اللغوية: الأصل والتطور والمستقبل د محمد عبد الحي (دراسة) 2005.

18 - على الأسرة مثلا، تعويد الطفل عبر سنواته الخمس الأولى على الحديث باللغة العربية الصحيحة، دون إهمال لما يتيسر من مبادئ النطق الصحيح بلغة أجنبية أو لغتين، فالطفل في هذه المرحلة لديه طاقة هائلة على تعلم اللغات،

- 8 - التركية والفارسية والألبانية والفرنسية والإنجليزية والروسية والألمانية والإيطالية والإسبانية، والعديد من اللغات الإفريقية.
- 9 - اتشاد وأريتيريا مثلا؛
- 10 - نيجيريا، مالي، السنغال، إيران، تركيا، مثلا.
- 11 - تحتل الموقع: الثالث، من حيث عدد الدول التي تقرها لغة رسمية (العامل السياسي)، الرابع، من حيث عدد المتكلمين بها (العامل الديموغرافي)، الثامن، من حيث متغير الدخل القومي، في (العامل الاقتصادي). وهي متأرجحة من حيث المنزلة في العوامل الثلاثة الأخرى: (العامل الثقافي، العامل اللساني، العامل العسكري). ففي جانب النشر الإجمالي من العامل الثقافي، تحتل عالميا الرتبة 22، وفي النشر العلمي خاصة تحتل عالميا الرتبة 42. (راجع عملنا: - الظاهرة اللغوية: الأصل والتطور والمستقبل، أ. د. محمد عبد الحي - دراسة - 2005).
- 12 - الإنجليزية، الفرنسية، الصينية، الروسية: لغات الدول دائمة العضوية في مجلس الأمن، ثم العربية والإسبانية اللتان هما لغتا أكبر تجمعين دُولِيَيْن. راجع: الظاهرة اللغوية (م،م).
- 13 - هي حسب ترتيب عدد المتكلمين بها: الصينية، الإنجليزية، الإسبانية، العربية، الهندية، الروسية، البرتغالية، البنغالية، الألمانية، اليابانية، الفرنسية. راجع: الظاهرة اللغوية (م،م)
- 14 - الماندرين في آسيا الوسطى، الإسبانية والبرتغالية في أمريكا الجنوبية، الإنجليزية في أمريكا الشمالية، العربية في شمال إفريقيا والشرق الأدنى، الهندية والبنغالية في أغلب القارة الهندية، الروسية في أوروبا الشرقية. راجع: الظاهرة اللغوية (م،م).
- 15 - حسب الترتيب: الإسبانية، البرتغالية، العربية، الهندية، السواحلية، الماليزية.
- راجع: الظاهرة اللغوية (م،م).

ج- الفرنسية التي بقيت لغة رسمية في البلد إلى غاية 1991 وما زالت تحتفظ بحضور قوي.

راجع: (<http://www.tlfq.ulaval.ca/axl/afrique/mauritanie.htm>)

2 - في النرويج كانت الدانماركية اللغة الرسمية من سنة 1397 إلى سنة 1814، وعندما اتخذ القرار بترسيم اللغة النرويجية، ووفرت لها الخدمة الضرورية هيمنت ونحت الدانماركية جانبا.

3 - كانت العبرية لغة مئمة منذ القرن 2 الميلادي إلى غاية القرن 19 م، أي (1700 سنة)، ثم عكف عليها فريق عالم اللغات بن يهودا على مدى 40 سنة فأحيائها وجعلها اللغة الوحيدة لمجتمع من 13 مليون نسمة كانوا موزعين على 102 من البلدان مختلفة اللغات، كلهم كانوا يجهلونها بالمرّة.

4 - في مدغشقر كانت الفرنسية اللغة الرسمية في البلد إلى غاية 1972 عندما أمت الدولة القطاع الاقتصادي فرأت أن استمرار هيمنة اللغة الفرنسية معناه استمرار هيمنة فرنسا، وهو ما يناقض مغزى التأميم، فقررت ترسيم اللهجة المماغشية وتقعيدها وتنحية اللغة الفرنسية عن الواجهة الرسمية، ونجحت في ذلك.

5 - هي مكتوبة منذ أكثر من أربعة عشر قرنا، منذ أن نزل بها القرآن، ودعت العناية به وحاجات الدولة الإسلامية التي انبثقت منه، في القرون 1-3 هـ/ 7-9م، إلى كتابتها، وتدوين معجمها، واستنباط قوانينها التركيبية والشكلية الصوتية الصرفية، وأساليبها المعيارية والعدولية.

6 - لم يكن يحق لمن لا يتقنها تقلد المناصب القيادية، وقد أصبحت حينذاك من أقوى اللغات عالميا، سياسيا، عسكريا، ثقافيا، لسانيا، اقتصاديا، وربما ديموغرافيا.

7 - لأنها لغة مصدرى التشريع الأساسيين في الإسلام: القرآن الكريم، والسنة النبوية الشريفة، ولا تتم الصلاة إلا بإتقان بعض كلماتها.

الهوامش

1 - يخلص فريق بحث مركز المعالجة اللسانية في العالم التابع لجامعة لافال بكبك الكندية.

**L'aménagement linguistique dans le monde (tlfq.ulaval). Université
(Laval Québec, 2009)**

من تحليل ثلاثة بحوث لمراكز بحث معتمدة مهتمة بالوضع اللغوي في العالم،
هذه خلاصتها:

اللغة	Joshua Project	Ethnologue	People Group
العربية الحسانية:	82%	88,7%	76,%
البولارية	8,2%	5.3%	14%
السونينكية	4,2%	1%	2,8%
تماشيق (بربرية)	2,7%	-	4%
الولفية	0,4%	0,3%	0,6%

أن الوضع اللغوي في موريتانيا هو على النحو التالي:

أ- اللغة الرسمية: العربية الكلاسيكية (يقصدون العربية المعيارية).

ب- اللغات الوطنية: (اللهجة العربية الحسانية: 80% البولارية: ما بين 7-12% السونينكية: 04% تقريبا الولفية: 0,4%) إضافة إلى مجموعات أخرى أقل شأنًا: البمبارية، البربرية، الأذير إلخ.

لحاجات سوق العمل، وأن اللغة ليست أكثر من أداة وعنصر من عشرات العناصر هي التي تضمن مجتمعةً تلك الجودة، وإن كانت اللغة والرياضيات والعلوم والمعلوماتية والممارسة التطبيقية في المقدمة من تلك العناصر لأنها أدواتها.

3 - أما قضية اللغات الوطنية التي تُحشَرُ في هذا الجدل غالباً، وهي ليست من صلبه، فلا بد فيها من عمل استراتيجي يبعدها عن الاستغلال الإيديولوجي، تكون الخطوة الأولى فيه هي تفعيل معهد اللغات الوطنية، بحيث يوفر دورات تدريبية لتعليم مهارات هذه اللغات لأبنائها ولمن يرغب فيها، والاستفادة في ذلك من تجربة فيالق السلام الأمريكية الناجحة محلياً في هذا المجال، وهي دورات يجب أن تكون إجبارية لكل العمال الذين يمكن أن يعملوا في المراكز التي لهذه اللغات فيها حضورٌ؛ وهم عمال الإدارة العمومية والصحة والقضاء والتعليم والأمن العمومي...، ولعله من الحيوي تفعيل مَهَمَّتَي المعهد الأصليتين: تعليم الناشئة، والبحث في المجالين اللغوي والتراثي، وليس مُهَمًّا بعد ذلك أن يظل المعهد في إطار الجامعة أو خارجه.

نختم هذا العرض بالتأكيد على ثلاث ملاحظات هي:

1 - إن الجيل الموجود الآن غاليته من وحيدي اللغة: عربية، أو فرنسية، الذين لم يحظوا بتدريب ولا تأهيل مهني معتبر، لأنه ضحية نظام تعليمي لا يباري أحد في أنه كان فاشلا لدرجة كبيرة كما وكيفا، وذلك يفرض رفع تحدٍّ لا يمكن التغلب عليه، إلا بوضع سياسة تكوين مستمر متماسكة تتلافى هذا الخلل عبر توفير دورات إلزامية دورية في مهارات اللغات الوطنية والأجنبية والحاسب الآلي، إضافة إلى مادة التخصص، تُلزِمُ رب العمل والعامل معا، وتكون جزءا من تقييم أدائها السنوي الذي تسهر عليه وزارة العمل (الوظيفة العمومية والتشغيل)، وهو تقييم يُلزِمُ تفعيله والسهر عليه للخروج من حالة البطالة المقنعة التي تنخر الآن نظام العمل في بلادنا.

2 - أما الجيل الناشئ فيجب أن يتقن في فترة التعليم الأساسي، اللغة الرسمية ولغة أجنبية واحدة على الأقل معها، خاصة الفرنسية، تكونان المدخل الطبيعي إلى تعليم نابع من سياسة تربوية لا هوادة فيها، أُعدَّت من قِبَل خبراء متمرسين، تعتمد معايير جودة المخرجات ومواءمتها لحاجات خطط مدروسة، للتنمية البشرية الشاملة، وعلى الأيام التشاورية المنتظرة أن تحسم أمر الخيار في هذا السياق، إن كانت جادة، وأن تدرك أن إصلاح التعليم معناه مراعاة جودة المخرجات، ومواءمتها

مع نفسه ومع غيره، في علاقته بالفرد والجماعة، في علاقته بوطنه وبالأخر.

ب- فرض سيادة القانون واستقلاليتته، وضمان تنفيذه على الجميع من الرئيس للمرؤوس، من القاضي للبواب، من المنتخب للمنتخب.

3 - تسخير الأجهزة التنفيذية والقضائية والتشريعية للسهر على الإصلاحين السابقين بجد وحزم، بعيدا عن التردد والتسويف، وإلقاء الحبل على الغارب، وسياسة النعمامة، وإزالة اللبس القائم الآن بين تطبيق القانون وتقييد الحريات.

فإذا تم ذلك فسيتم بسهولة احتواء تجديد المجدفين وردود الفعل الانفعالية التي تمتطي الغرائز الأولية، والتي يكون صاحبها أول ضحاياها، لأن القانون سيكون بالمرصاد للجميع وسيعلم الجميع كيف يحترمونه وكيف يحترم بعضهم بعضا، أما إذا لم يتم هذا، فسيتقى لكل فعل رد فعل، بل وعلى كل عدم فعل أيضا ردود أفعال.

ب - الاستثمار الرشيد الأمثل للثروة البشرية استثمارا شاملا كاملا، لا يفرط في أي عنصر بشري، أي استثمار هذه الطاقة الهائلة المتجددة حسب قدراتها الفعلية، فالاستعدادات الفطرية عند الأفراد متنوعة: هناك من هو أصلح لفن من فن، لكن لا يوجد من هو غير صالح لفن، فالفرد، أي فرد، هو جوهرة نفيسة في ذاته، ولكل فرد مكانه ومكانته؛ والتنمية تحتاج إلى كل فن من فنون المعرفة أحسن إعداد صاحبه علميا وفنيا حتى أصبح بإمكانه أن يتقن عمله، من إمارة الأذى عن الطريق إلى تكنولوجيا النانو²⁶.

ت - ترسيخ الولاء المطلق للوطن والمواطن ماضيا وحاضرا ومستقبلا، مع الاحترام الكامل للآخر: الأخ في اللغة أو العقيدة أو الجوار أو الإنسانية، لكن الولاء يبقى لله والوطن فقط، أما الصداقة والاحترام فلجميع، وعلاقة الشيخ والمريد لا معنى لها في السياسة.

2 - إصلاح جدي للنظم القانونية والديونوتولوجية
يضمن:

أ - سنّ قوانين ومواثيق لا تفوتها كبيرة ولا صغيرة في سلوك الأفراد والجماعات، تُلزم الفرد بمسطرة سلوكية في التعامل

الماضي والحاضر والمستقبل، ولا يدركون أن الأمة الفرنسية نفسها مشغولة بصراع بقاء لغتها أمام مد العولمة ولغتها الإنجليزية التي تدفعها قوة علمية ومعلوماتية واقتصادية وسياسية وعسكرية لا تبقى ولا تذر، وأنها إضافة إلى ذلك تسعى جاهدة للحفاظ على لغات الأقاليم، وتنفق الغالي والنفيس في ذلك.

لقد ساهمت إشكالية اللغة بقدر كبير في الماضي، وما زالت تساهم، في شلل مؤسف للتنمية البشرية في هذا البلد الذي لا يمكنه أن يخرج من واقعه غير المرضي إلا بالاعتماد على العنصر البشري، وتأهيله، وهو ما لا سبيل إليه إلا بأمور منها:

1 - إصلاح جدي للتعليم يضمن:

أ- دمج كافة الأطفال في نظام تعليمي مفصّل على مقاس حاجات التنمية الاجتماعية والاقتصادية، يُنظر إلى قضية اللغة نظرة علمية استراتيجية²⁵، بعيدا عن الأهواء، اللغة فيه وسيلة لتعلم العلم والتكنولوجيا والتّقانة، وليست غاية يقف المدارس عندها، أو قلعة صفيقة تصده عن الوصول إلى كنز المعرفة.

إن صراع العربية والفرنسية في موريتانيا منذ 1952 إلى اليوم هو صراع محكوم بعاملين:

1 - سوء فهم مزمنٌ لطبيعة قضية اللغة، فاللغة هي محرك نشاط الأفراد والجماعات ومحددُ الحدود النفسية والاجتماعية والسياسية بين القوميات والسلالات، وتهميشُ قضيتها وتركها مطية مشاعة يمتطي صهوتها كل مزايده وصولي يلعب بها لعب الأطفال بالنار، هو تأجيل لكل نشاط تنموي ولكل فعل هادف.

2 - التناقض القائم بين دواعي الاستقلال والتنمية البشرية من جهة، والشلل الفكري الذي يعوق المتولين على الشأن العام عن كسب القدرة على تصور متماسك لخطط تصل بالبلد إلى الاستقلال والتنمية من جهة أخرى.

فأغلبية دعاة الاقتصار على العربية لغة وحيدة، لا يفقهون من ذلك إلا أنه امتياز إقطاعي يأملون منه أن يمكنهم من فرض الهيمنة على غيرهم. وهم لا يعون مضار التوقع على الذات، والركون للكسل وعدم الفعل والتطوير؛ وأغلبية دعاة الإبقاء على الفرنسية لغة وحيدة، لا يفقهون من معنى الإبقاء عليها إلا أنه امتياز إقطاعي يمكنهم من فرض هيمنتهم على السواد العام من أبناء وطنهم، والتوكؤ على أب وهمي من خارج الحدود يتولى عنهم التفكير في

أبنائها وتوسيع مداركهم المعرفية والفكرية بها، وخاصة كل من يُفترَضُ فيه من عمال القطاعين العام والخاص أن يكون على احتكاك بالمجموعات التي تتكلمها، وبالتالي فإن أي استخفاف بهذه اللهجات هو تفريط وغباء لا يغتفر²³.

2 - أن تعلم لغة أجنبية فأكثر²⁴ من اللغات المنتجة للحضارة الحديثة، ضرورة لا غنى عنها، ويستحسن بيداغوجياً، أن يتعلمها الطفل جنباً إلى جنب مع لغته الأم ولغته الوطنية. فالعالم أصبح قرية واحدة، ولا بد لكل إنسان فيه أن يكون متعلماً، حتى يكفي نفسه، ويساهم في تنمية بلده والنهوض بمجتمعه. وقدرته على كل ذلك تتناسب طردا مع ما يتقن من لغات، فالحواجز التي تمنع الوصول إلى المعارف هي الحواجز اللغوية، وبقدر ما يتقن الفرد من لغات تكون قدرته على الوصول إلى المعلومة، والمعلومة هي ثروة هذا العصر.

3 - أن على كل فرد أن يتعلم لغته الأم، حتى يستطيع أن يبدع. وكل أمة تحتاج إلى لغة رسمية غير تابعة للغير يحميها القانون، وتعززها منزلة التمييز، ومن الضروري لكل فرد وكل أمة، إتقان أكثر من لغة إلى جانب اللغة الأم واللغة الرسمية للبلد.

- أن تعميم اللغة الرسمية وفرضها يقتضي جهودا علمية واستثنائية ليست مستعدة لتحمل أعبائها.

ولعل هذا هو لب قضية اللغة في موريتانيا، أما ربطها الدائم بالقناعات الإثنيّ فأمراً أقرب إلى الترمويه، إذ تاريخ سكان حوض النهر على تنوع لهجاتهم، مع الإسلام واللغة العربية، تاريخ عريق، فقد نشر وهما في كل الغرب الإفريقي وما زالوا يفعلون²¹.

أضف إلى هذه الإشكاليات الموضوعية جملة من الإشكاليات الأخرى بعضها موضوعي وبعضها ذاتي، منها:

1 - أن المجموعات الوطنية التي ليست لهجاتها الأمّ عربيّة، ستظل تشعر بأن لهجاتها دون اللغة العربية منزلة²²، وهذا الإحساس سيظل يولّد ردود فعل سلبية، ما لم تُتخذ سياسة عقلانية للتعامل مع هذه اللهجات، بعيدة عن المواقف الذاتية المسبقة، فهذه اللهجات، رغم أن إقحامها في صراع العربية والفرنسية في غير محله، هي لهجات تحمل تراث هذه المجموعات. وبالتالي هي ثروة وطنية تجب حمايتها وتنميتها بكتابتها وتدريسها لتمكين أبنائها من الإبداع العلمي بها، لأنها لغتهم الأم التي يستطيعون الإبداع انطلاقاً منها دون غيرها، كما يجب تمكين أفراد المجتمع الآخرين من تعلمها للتواصل مع

ولتلافي هذه النواقص فإن هناك إجراءات (نُحِيلُ إلى نماذج منها في الهامش) يجب اتخاذها من قبل الأسرة¹⁸ ومن قبل المُربي¹⁹ و من قبل المؤسسة التربوية²⁰.

إذا بقي الأمر على ما هو عليه الآن:

لغة رسمية من الناحية القانونية - ولكنها محرومة ضمناً من منزلة التميّز - ولغة تميّز، معرفتها شرط ضمني لاحتلال مناصب القيادة، ولكنها ليست رسمية قانونياً.

فإن الصراع بين اللغتين سيظل يتفاقم، وسيلوذ كل طرف بأي قناع يشد به أزره لتسجيل نقاطٍ ضد الطرف الآخر، ولكن الواقع يظل هو أن النخبة في النظام الرسمي:

- لا يمكن أن تعلن تخليها عن اللغة الرسمية لصالح لغة التمييز الأجنبية، لأن موقفها أمام القانون والرأي العام سيكون ضعيفاً؛

- لا يمكن أن تتخلى عن اللغة الأجنبية لأنها اللغة التي يحتكرها أفرادها امتيازاتهم من جهة؛

1 - حرمانها حتى الآن، من منزلة لغة التَّمييز التي تحتكر لصاحبها في البلدان العربية امتيازاتِ المنزلة¹⁶.

2 - أنها الآن محاصرة بلهجات تحتكر عنها نبض الحياة اليومية للأبائِها، من جهة، ولغات أجنبية منتجة للحضارة الحديثة، تحتكر عنها مجال العلم والتكنولوجيا وتسمية أشياءها الجديدة من جهة أخرى. وهو احتكار عززه ضعفُ الخدمة المعجمية عندها، وعجز الجامعات والأكاديميات اللغوية عن إعداد المعجم العادي لها، فضلا عن المعجم التاريخي، وفاقمهُ تصلُّبُ آلية الاشتقاق فيها وعدمُ قدرته على الاستجابة لحاجة إيجاد البديل عن المصطلح الأجنبي بوضع المصطلح المناسب، إضافة إلى فوضى المصطلح في التعريب وكسل الترجمة- رغم جهود مكتب تنسيق التعريب والمعهد العربي للترجمة- وضعف الاستفادة من مناهج العلوم الإنسانية الحديثة، وخاصة علم اللسانيات العامة¹⁷.

3 - توشك هذه اللغة الآن، بفعل هذه العوامل وغيرها كثير لم نذكره، أن تدخل مرحلة الازدواجية. ومعروف عند اللغويين أن اللغة لا تقبل الضرار، وأن مزاحمة لغة ثانية لها في حماها الذي تحتكر فيه صفة اللغة الرسمية معناه أنها أصبحت في الرتبة الثانية. وهي خطوة حاسمة في سبيل إقصائها كما هو معروف في قوانين حياة اللغة وموتها.

16- هي إحدى اللغات العالمية الست المعترف بها لغةً عمل في أكبر
مُحفل دولي: منظمة الأمم المتحدة¹².

17- هي الرابعة في ترتيب اللغات الإحدى عشرة الأكثر انتشاراً في
العالم¹³.

18- من الثماني، من بين هذه اللغات الإحدى عشرة، التي تكاد
تقتسم المعمورة فيما بينها، وتحفظ كل منها لنفسها بقاعدة
جغرافية راسخة¹⁴.

19- هي من بين اللغات الست التي يعرف الناطقون بها تزايداً
ديموغرافياً أكثر من غيرها¹⁵.

20- كل هذه الاعتبارات كافيةٌ لأن يتَّخذ من هذه اللغة قطر من
هذه الأقطار التي يتكلم أغلب سكانها لهجةً من اللهجات
الفرعية لها، لغةً رسميةً بديلاً عن لغة الدولة الأجنبية التي
كانت تفرض وصايتها على المنطقة.

هذه الاعتبارات لا يمكن أن تخفي أن هذه اللغة تحتاج إلى جهود
جبارة ومستمرة لتحديثها وتحسينها وجعلها لغةً عصريةً متطورةً،
وهي جهود لم يتم القيام بها حتى الآن، فهذه اللغة لديها نقاط ضعف
كبيرة لا يمكن إخفاؤها إلا بالتغلب عليها، منها:

9 - هي آصرة القربى السياسية بين هذه الدول التي تربو على 20 بلدا في عصر لامكان فيه لغير التكتلات الكبرى، وهذا ما فرضها إحدى لغات العمل العالمية الست.

10 - شهدت حديثا خلال القرنين الماضيين (13-14هـ/ 19-20م) تطورا على مستوى الإبداع الأدبي، يكاد يفوق ما عرفته من تطور في ماضيها المديد.

11 - ليست اللغة الرسمية في دول الجامعة العربية وحدها، فهي رسمية مع غيرها، في بعض دول الجوار⁹.

12 - تُدرّس بشكل رسمي أو غير رسمي، في أغلب الدول الإسلامية الأخرى.

13 - لها حضور في الدول الإفريقية والآسيوية المحاذية لبلدان الجامعة العربية¹⁰.

14 - هي اللغة الوحيدة التي يزيد عمرها اليوم - باعتبارها لغة ثقافة وإلى حد ما لغة عمل وتداول - على 14 عشر قرنا، وما زالت حية، بحيث يفهم شدائهم أغلب نصوصها الأقدم دون عناء كبير، ولا دُرْبَة خاصة.

15 - تحتل عالميا مواقع متقدمة في تصنيف اللغات العالمية من حيث العوامل الستة التي بها تقاس قوة اللغة¹¹.

- 1 - لغة لا تحتاج إلا إلى التحديث والتحيين⁵، فهي جاهزة مقارنة بغيرها.
- 2 - احتكرت التميّز لمن يتقنها خلال القرون (8-13م)⁶.
- 3 - احتكرت المنابر الثقافية في كل مكان يدخله الإسلام، قبل أن تراجع ما بين القرن 13م إلى 19م، ولكنها ما زالت حاضرة وفاعلة.
- 4 - ظلت إلى اليوم، تحتفظ بمكانة خاصة لدى أتباع الديانة الإسلامية⁷.
- 5 - هي لغة طَقْسِيَّة رِئِيسَة لدى عدد من الكنائس المسيحية في العالم العربي.
- 6 - كُتِبَ بها الكثير من أهم الأعمال الدينية والفكرية اليهودية في العصور الوسطى.
- 7 - أثرت في كثير من اللغات القديمة والحديثة⁸.
- 8 - هي لغة القرآن روح المسلم في كل مكان وزمان، وهذه الدول التي اتخذتها لغة رسمية الغالبية الساحقة من أبنائها مسلمون.

وأبرز هذه المقتضيات هي:

1 - أن الاستقلال خروج عن الهيمنة والتبعية، وأن اللغة عبر التاريخ هي أبرز أدوات الهيمنة بعد السيطرة العسكرية.

2 - أن الوسيلة الأولى للتنمية هي التنمية البشرية والتنمية البشرية سبيلها الأوحدي هذا العصر هو التعليم الحديث، والتعليم الحديث غايته الإبداع والاختراع، والإبداع والاختراع لا يمكن أن يتما على مستوى أي مجتمع، بمعزل عن اللغة الأم لذلك المجتمع.

3 - أن الاعتبارين السابقين فرضاً على البلدان التي لا تملك لغة مكتوبة أن تعمل بكل جهد على أن تطور لغة خاصة بها حتى تخرج من التبعية اللغوية لدولة أخرى مهما كانت صديقة، وحتى تُمكن أبناء شعبها من وسيلة طيّعة للإبداع لثلاث تضيع قدراتهم الفكرية في ترجمة تقتل تلك القدرات. ومن الأمثال البارزة على ذلك تجربة كل من النرويج²، وإسرائيل³، ومدغشقر⁴.

وبما أن الدول الإسلامية التي يتكلم أغلب سكانها لهجات عربية، هي دول تنتشر فيها الثقافة الإسلامية عبر اللغة العربية المعيارية ويرتبط تاريخها بها، فإن من المنطقي أن تتخذ من هذه اللغة لغتها الرسمية الوحيدة، لأنها لحمة ماضيها وحاضرها، وهي:

اللغة العربية هي لغة الثقافة الإسلامية عبر تاريخ الإسلام لأن الإسلام هو الذي طورها واختص بها بعد أن نزل القرآن بها، ودُوِّنت بها السنة وجعلتها الدولة الإسلامية وعاءَ فكرها وتاريخها ولغةً نخبتها التي لا يستطيع الفرد أن يحتل منصباً قيادياً في الدولة دون إتقانها، وذلك على حساب اللغتين الفارسية واليونانية اللتين استُخدمتا في دواوين الدولة الإسلامية بدايةً نشأتها.

وعندما قامت الدول الحديثة في المنطقة الإسلامية التي يتكلم أغلب سكانها لهجات متفرعة عن هذه اللغة، وجدت كل دولة أن اللغة العربية هي لغةً ثقافتها منذ قرون، وأن غالبية السكان يتواصلون عبرها بسهولة، وأن عدة مقتضيات تفرض إقرارها لغة رسمية وحيدة، بدل لغة المستعمر السابق، إثباتاً للواقع.

هذه في رأينا هي الإشكالية التي تثير اللغظ هذه الأيام في موريتانيا، وهي التي كان يُطلق عليها في العقود الماضية «قضية اللغة العربية»، قبل أن تثبت في الدستور اللغة الرسمية الوحيدة للدولة مما حل المشكلة قانونياً، وإن لم يحلها موضوعياً وعملياً، وقد غطى عليها وعلى غيرها، المشكل السياسي الاجتماعي خلال العقدين الماضيين، ولما تراجع ذلك المشكل الآن، عادت المشكلة إلى الصدارة من جديد، خاصة في ضوء الاستعداد للأيام التشاورية الوطنية المنتظرة حول وضع سياسة مستقبلية للتعليم في البلد.

وفي الفقرات التالية، نطرح قضية اللغة العربية، على نحو ما نراها، بقدر ما يمكن من موضوعية، ونترك للقارئ الحضيف المجال للبحث عن الحلول. ولئن كنا سنقترح بعض المقترحات في المتن وبعضها الآخر في الهوامش، فإننا نشير منذ البداية إلى أن المشكل معقد، وليست هناك حلول جاهزة له، فرفض اللغة العربية أو اللغات الوطنية غباءً وخيانة وطنية، ورفض اللغة الأجنبية، وخاصة الفرنسية، في موريتانيا في المدى القريب، خطأً وانتحار سياسي، والسعي إلى إحلال لغة أجنبية محل لغة وطنية عملٌ بائس لن يؤدي إلا إلى استمرار إلهاء المجتمع عن قضية التنمية البشرية الجوهرية له.

الوجه الثالث: أن من سيعلم أطفاله، بغض النظر عن لغته الأم، سوف يعلمهم بلغة تضمن لهم الحصول على وظائف الدرجة الأولى في القطاعين العام والخاص، واللغة الأقرب إلى ضمان ذلك في موريتانيا وفي شمال وغرب إفريقيا، ما زالت هي اللغة الفرنسية.

الوجه الرابع: أنه من الناحية الفعلية، فكل أبناء طبقة النخبة في الدولة يُعلمون أبناءهم في المدارس الفرنسية، للسبب الذي ذُكر في الوجه الثالث أعلاه، والفرق بين من لغتهم الأم العربية. ومن لغتهم غيرها من هذه النخبة، هو أن من لغتهم الأم عربية، غالبا ما يتعدون عن الواجهة في الجدل العلني حول قضية هذه اللغة، لأنهم أبناؤها ولا يجروون على مناهضتها مباشرة خوفا من وسطهم الاجتماعي، أما من لغتهم الأم غير العربية من هذه النخبة، فلا يرون حرجا في أن يعلنوا رفضهم تعلم لغة لن تضمن لهم المنزلة التي يريدون لأبنائهم، ولئن كانوا يعترفون بأنها لغة دينهم التي لم يفتأ مشايخهم يتعلمون ويعلمون وينشرون وما زالوا يفعلون، وأنها اللغة الرسمية لوطنهم، فإنهم يرون أن كونها ليست لغتهم الأم، وكون النخب الناطقة بها تهجرها إلى الفرنسية، أمران كافيان لتسويغ موقفهم منها، ويعفيانهم من اللوم في شأنها.

تأخذ قضية اللغة في موريتانيا¹ هذه الأيام أربعة أوجه:

الوجه الأول: هيمنة اللغة العربية على اللغات الوطنية الأخرى، باعتبار أن الناطقين باللهجة العربية الحسانية، لغة الأم عندهم لهجة عربية من اللهجات المتفرعة عن اللغة العربية المعيارية المشبعة دراسة منذ قرونٍ والمعترف بها لغة عالمية، والتي تهيمن على قاعدة جيو استراتيجية راسخة تضم أكثر من 02 دولة، وأن الناطقين باللهجات الوطنية الأخرى لا يملكون هذه الميزة، فلغاتهم الأم التي تحفظ لهم تراثهم وتضمن لهم التواصل مع محيطهم الجنوبي، مازالت لم تتم خدمتها بما فيه الكفاية لتصبح لغات معيارية على قدم المساواة مع اللغة العربية، وهو ما يجعل فرصة الناطقين العربية الحسانية تربو على فرص الناطقين باللغات الوطنية الأخرى، وما سيظل يثير قلق هؤلاء، إن لم تصحبه ضمانات عملية يوثق بها.

الوجه الثاني: أن اللغة العربية هي اللغة الرسمية للدولة، وبالتالي فالخطاب الرسمي يجب أن يكون بها، وهي تحتل مكانة هامة في النظامين التعليمي والإعلامي، ولكن اللغة الفرنسية هي اللغة الإدارية والمالية، وبالتالي فهي لغة العمل ولغة التميز، ومن لا يتقنها بشكل أو بآخر، يعسر أن يصل إلى المناصب القيادية في الدولة، وقد يعسر عليه الحصول على عمل في قطاعات من الدرجة الثالثة وما دونها، هذا إضافة إلى أن الجميع من اللغة الفرنسية على مسافة واحدة.

القضية

اللغة هي محرك نشاط الأفراد والجماعات، ومحدد الحدود النفسية والاجتماعية والسياسية، بين الفئات والطبقات والمستويات الاجتماعية، بين القوميات والسلالات؛ فهي لذلك الحامل الأبرز لكل خطة للتنمية السياسية أو الاجتماعية أو الاقتصادية، وكذلك لكل خطط الهيمنة والاحتواء والاستئثار والإقصاء؛ ومن هنا حساسية الجميع حيال قضية اللغة، وضرورة أن تؤخذ قضيتها بجدّ كاف، بحيث لا تُتركّ نهبا للمزايدات والنظرات الضيقة.

محمد ولد عبد الحي

المسألة اللغوية
والدولة المابعد استعمارية
المثال الموريتاني

ترجمه إلى الفرنسية
بدي المرابطي

منشورات الأرماتان

